



18/12/2008

L'Actu N° 18 de l'Éduc.

Secrétaire Nationale Claire KREPPER
01 44 39 23 52 / 06 28 02 03 30

➤ Livret scolaire à l'école : Darcos enterre l'expérimentation

Sorti par la petite porte l'an dernier, le livret de compétences standardisé revient par la fenêtre cette année à l'école primaire ! Un livret ministériel avait été expérimenté à vitesse grand V l'an dernier mais son inadéquation aux besoins des professionnels avait conduit le ministère à annoncer la prolongation de son expérimentation d'un an. Depuis cette annonce, silence du ministère. Et pour cause ! Il n'y a plus d'expérimentation. Le livret de compétences est imposé à tous les enseignants du premier degré dès cette année. Il constitue une partie du nouveau livret scolaire national qui vient d'être publié au BO du 27 novembre 2008 à mettre en œuvre en même temps que les nouvelles évaluations « bilan » CE1 et CM2. Pas de concertation avec les organisations représentatives, pas de consultation du Conseil Supérieur de l'Éducation... Après les nouveaux programmes, la nouvelle organisation de la semaine, la sédentarisation des maîtres des RASED, le ministre persiste dans le passage en force.

➤ Rased, suite !

Dans un courrier adressé au député Didier Quentin (UMP) le 26 novembre, Darcos assure que les suppressions des Rased s'arrêteront aux 3 000 prévues dans le budget 2009 et que les 8 000 autres maîtres spécialisés seront maintenus, avec un aménagement de leur mission. « Leur action [sera] réinvestie spécifiquement pour intervenir sur les difficultés comportementales et psychologiques des élèves ». Cela permettra de répondre « aux situations que les professeurs des écoles ne pourraient pas gérer » dans le cadre des deux heures hebdomadaires d'aide personnalisée ou des stages de remise à niveau pendant les vacances.

Par ailleurs, il annonce le lancement d'« un plan national de formation des enseignants au traitement de la difficulté scolaire » sur cinq ans qui devrait concerner 40 000 professeurs des écoles. Cette qualification serait « reconnue financièrement » et viserait à « doter chaque école d'un maître-ressource dans ce domaine ». Silence radio pour l'instant sur les modalités et contenus de ladite formation ou encore sur les missions et aménagements de service de ces maîtres d'un nouveau type...

➤ Darcos, l'incompris

"Quand j'ai dit, en réponse à une question sur la scolarisation des enfants dès 18 mois, qu'il ne fallait pas confondre le métier d'enseignant à la maternelle avec celui de puéricultrice, certains y ont vu une remise en cause des maîtres de maternelle; mais telle n'était pas du tout mon intention, et si je les ai blessés, je m'en excuse auprès d'eux ". Soit, mais le divorce entre les enseignants et leur Ministre est consommé. Ces excuses, pour bienvenues qu'elles fussent, ne constituent pas une réponse pertinente aux attentes des enseignants. Refusant de laisser Darcos bouter les enfants de deux ans hors de l'école, le Se-UNSA continue à réclamer la tenue d'une conférence de consensus sur ce sujet.



➤ Près de 15% des élèves en échec scolaire

Une question essentielle qui nous concerne tous. Face à la campagne médiatique du Ministère qui présente une vision réductrice de la difficulté scolaire et vante les mérites du "soutien scolaire" hors temps scolaire, le SE-UNSA promeut une approche différente de la difficulté scolaire qui prend en compte sa complexité et sa diversité.

Sur notre site, vous pouvez écouter Serge Boimare, directeur du Centre médico-psychopédagogique Claude Bernard à Paris. Il est l'auteur de « Ces enfants empêchés de penser ». Il répond dans une vidéo aux questions de « l'Enseignant » <http://www.se-unsa.org:80/spip.php?article1375>

➤ Billet d'humeur : Collèges... au bord de la crise de nerf

En cette fin de trimestre, les vacances arrivent à pic pour apaiser les tensions accumulées et permettre aux élèves de souffler. Un long trimestre s'achève, l'heure est propice aux premiers bilans du fonctionnement des établissements.

Tous les personnels sont unanimes pour constater une hausse des tensions dans les collèges. L'exercice du métier dans les disciplines et dans les classes se heurte à un phénomène en forte croissance : la présence d'élèves en marge de leur scolarité. Il est en effet patent que la proportion d'élèves difficiles, ceux qu'on appelle parfois les "décrocheurs", les jeunes en rupture de l'école, ceux qui brillent également par un absentéisme très important, prend une ampleur dans le système qui n'épargne aucun collègue. Si le phénomène est aigu dans les quartiers sensibles, les autres secteurs ne sont plus épargnés. Il y avait jadis les « cancre », il y a maintenant des élèves qui sont en marge quasi totale de l'école. Ils oublient leurs affaires, ils font exprès d'arriver en retard, ils se ferment et récusent tout intérêt à l'école. Cette présence perturbe totalement le fonctionnement de la classe. La violence entre les élèves et celle vis à vis des adultes tend même parfois à se banaliser. Cette situation explosive peut se terminer par des incidents graves. Souvent décontenancés, les professeurs ont hélas peu l'occasion de parler de ces difficultés au cours de demi-journées banalisées que les chefs d'établissements ont pour mission de réduire au strict minimum. Et pourtant la mise en place d'un travail d'équipe, d'un projet pédagogique pluridisciplinaire susceptible de redonner un goût pour l'apprentissage, fait obligation d'assurer ces moments de concertation. La revendication du SE-UNSA d'inclure dans le service de tous les enseignants un temps de concertation est bien une priorité. Il est essentiel de porter haut et fort cette exigence. A l'heure d'un bilan d'étape, il est bon de rappeler quelques vérités et celle-ci n'est pas la moindre.

➤ Réforme du lycée : Darcos recule

Après avoir multiplié les rodomontades sur l'air du « je ne suis pas le ministre de l'hésitation nationale », Xavier Darcos a finalement annoncé l'ajournement de la réforme de la classe de seconde. Encore plus fort, le ministre affirme désormais sa volonté de relancer les discussions avec les organisations syndicales pour discuter de l'ensemble 2nde- 1ère –terminale...

Le SE-UNSA ne peut que se réjouir de cette annonce. Il n'avait en effet cessé de dénoncer une réforme au pas de charge, hypothéquée par les économies budgétaires et concentrée sur la seule classe de seconde, sans visibilité sur l'ensemble de l'architecture du lycée. Le SE-UNSA continue à estimer qu'une réforme du lycée est indispensable dans l'intérêt de la réussite des élèves. Il fera donc à nouveau valoir ses mandats sur le sujet, en particulier, une organisation qui rompt avec les filières socialement marquées et des formes d'accompagnement renforcées et renouvelées pour tous les élèves.



Ce retournement du ministre pose une autre question : pourquoi lui aura-t-il fallu 4 mois avant de décider enfin cet ajournement ? La totalité des organisations syndicales le lui avait en effet réclamé devant l'impossibilité d'une réflexion sérieuse dans des délais aussi contraints. Manifestement, il aurait été bien avisé de les écouter plus tôt...

➤ Bac pro en 3 ans : le ministère lâche du lest

Dans la douleur... Il aura fallu la montée des mécontentements dans la rue et un vote unanime du Conseil supérieur de l'Education pour que le ministère consente à revoir et à améliorer sa copie... Sous la pression, le projet d'arrêté portant les nouvelles grilles horaires du bac pro 3 ans a été modifié et prend en compte deux de nos revendications : le rétablissement d'un horaire d'EPS équivalent à l'existant ; l'intégration des modalités de calcul de la DHG dans l'arrêté lui-même en lieu et place d'une instruction complémentaire de la DGESCO, susceptible d'être remise en cause annuellement.

Ces résultats ont été obtenus malgré la méthode déplorable utilisée par le ministère vis-à-vis du CSE, méthode que le SE-UNSA a fermement dénoncée.

Dans un contexte qui n'incite pas à la confiance, nous avons rappelé notre opposition à la généralisation du bac pro 3 ans, qui ne nous paraît pas être la panacée pour tous les élèves. Au SE, et contrairement à ce que le ministère prétend, nous ne voyons pas le BEP comme un obstacle à l'élévation du niveau de qualification mais bien plutôt comme un tremplin.